Conto corrente con la posta

Anno 80° — Numero 191

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Roma - Giovedì, 17 agosto 1939 - Anno XVII

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 - 50-033 - 53-914.

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	103	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I)	»	72	45	31.50
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. 45 — Estero L. 100.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale", veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, Via XX Settembre, nel palazzo del Ministero delle Finanze; Corso Umberto, 234 (angolo Via Marco Minghetti, 23-24); in Milano, Galleria Vittorio Emanuele, 3; in Napoli, Via Chiaia, 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi delle provincie del Regno.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono: in ROMA — presso la Libreria dello Stato — Palazzo del Ministero delle Finanze. La sede della Libreria dello Stato in Milano: Galleria Vittorio Emanuele, 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 6 giugno 1939-XVII, n. 1137.

Esecuzione dell'Accordo internazionale stipulato in Bucarest il 1° marzo 1939, relativo all'entrata della Germania nella Commissione Europea del Danubio e l'adesione dell'Italia e della Germania all'Accordo firmato in Sinaia il 18 agosto 1938.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo stipulato in Bucarest il 1° marzo 1939 fra l'Italia, la Francia, la Germania, la Gran Bretagna e la Romania relativo all'entrata della Germania nella Commissione Europea del Danubio all'adesione dell'Italia e della Germania all'accordo firmato a Sinaia il 18 agosto 1938, fra la Francia, la Gran Bretagna e la Romania ed a modifiche degli articoli 4 e 23 del detto Accordo di Sinaia.

Art. 2.

La presente legge ha effetto nei modi e nei termini previsti dall'articolo 4 dell'Accordo di Bucarest anzidetto.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 giugno 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL — BENNI

Visto, *il Guardasigilli:* GRANDI

Accordo relativo all'entrata della Germania nella Commissione Europea del Danubio, all'adesione della Germania e dell'Italia all'Accordo firmato a Sinaia il 18 agosto 1938, fra la Francia, la Gran Bretagna e la Romania e alla modificazione degli articoli 4 e 23 del detto Accordo.

Les Gouvernements du Reich Allemand, de la République Française, de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie, de Sa Majesté le Roi de Roumanie,

étant tombés d'accord sur l'entrée de l'Allemagne dans la Commission Européenne du Danube et sur la mise en vigueur de l'Arrangement pour l'exercice des pouvoirs de ladite Commission sur le Danube maritime, signé a Sinaïa le 18 août 1938,

ont désigné comme Plénipotentiaires:

le Gouvernement du Reich Allemand:

Son Excellence Monsieur le Dr. Wilhelm Fabricius, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

le Gouvernement de la République Française:

Son Excellence Monsieur Adrien Thierry, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord:

Son Excellence Sir Reginald H. Hoare, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie:

Son Excellence Monsieur Pellegrino Ghigi, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence Monsieur Gregoire Gafenco, Ministre des Affaires Etrangères, et

Son Excellence Monsieur Constantin Contzesco, Ministre Plénipotentiaire, Délégué aux Commissions du Danube;

lesquels, après avoir examiné et trouvé en bonne et due forme leurs pleins pouvoirs respectifs, conviennent à l'unanimité de ce qui suit:

Art. 1er.

Le Gouvernement du Reich Allemand entre dans la Commission Européenne du Danube sur un pied de parfaite égalité avec les autres Etas qui y sont représentés.

Art. 2.

Les Gouvernements du Reich Allemand et de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie, déclarent adhérer à l'Arrangement « relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission Européenne du Danube », signé à Sinaïa le 18 août 1938, par les Plénipotentiaires du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord et du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie.

Art. 3.

L'article 4 de l'Arrangement de Sinaïa est modifié comme suit:

« Le Corps de pilotage passe, dans sa composition actuelle, sous les ordres des autorités roumaines compétentes.

Au fur et à mesure des vacances qui se produiront par suite de décès, démission et mise à la ratraite, les pilotes de nationalité non roumaine seront remplacés par des pilotes

roumains, jusqu'à ce que la proportion de ces derniers par rapport au nombre total des pilotes atteigne deux tiers.

Le tiers restant est recommandé aux autorités roumaines, qui les nomment, par les Délégués à la Commission Européenne du Danube des Puissances autre que la Roumanie, dans les mêmes conditions que par le passé.

Le Chef pilote est choisi et nommé par les autorités roumaines sur une liste de trois candidats présentés par la Commission, sans distinction de nationalité.

La rétribution des pilotes, quelle que soit la nationalité à laquelle ils appartiennent (traitement, conditions de paiement, indemnités, fonds de retraité), reste la même qu'auparavant et est confiée par les autorités roumaines compétentes à la Commission Européenne du Danube qui en fera un chapitre spécial inclus dans son budget annuel et soldé par lesdites autorités roumaines sur le produit des taxes de navigation ».

Art. 4.

L'alinéa 3 de l'article 23 de l'Arrangement de Sinaïa est modifié comme suit:

« Ce procès-verbal sera clos après dépôt des instruments de ratification et d'adhésion de tous les Etats représentés dans la Commission Européenne du Danube à cette date. L'Arrangement entrera en vigueur au moment de l'ouverture de la prochaine session ordinaire qui suivra la clôture dudit procès-verbal ».

Le présent Accord sera ratifié en même temps que l'Arrangement de Sinaïa et aura les mêmes force et valeur que lui. Il entrera en vigueur à la même date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Accord.

Fait à Bucarest, le premier mars, mil neuf cent trente neuf, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Royal de Roumanie et dont une copie certifiée conforme sera remise à tout Etat signataire ou adhérent.

WILHELM FABRICIUS
ADRIEN THIERRY
REGINALD HOARE
PELLEGRINO GHIGI
GREGOIRE GAFENCO
CONSTANTIN CONTZESCO

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Accordo relativo all'esercizio dei poteri della Commissione Europea del Danubio

Les Gouvernements de la République Française, de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, de Sa Majesté le Roi de Roumanie,

désireux d'apporter à l'exercice des pouvoirs de la Commission Européenne du Danube tels qu'ils résultent des Traités, Conventions, Actes publics, Arrangements et Règlements en vigueur, les modifications nécessitées par les circostances actuelles,

ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

le Gouvernement de la République Française:

M. Jean du Sault, Ministre plénipotentiaire, Délégué aux Commissions Européenne et Internationale du Danube;

M. Paul Chargueraud, Conseiller juridique du Ministère des Affaires Etrangères,

le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord:

M. Douglas William Keane, Commissaire plénipotentiario Britannique aux Commissions fluviales internationales.

le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Constantin Contzesco, Ministre plénipotentiaire, Délégué aux Commissions Européenne et Internationale du Danube,

lesquels, apres avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

La Commission Européenne du Danube et ses agents (inspecteurs, surveillants de navigation et agents de pilotage) cessent d'exercer le pouvoirs qui leur ont été conférés en ce qui concerne la navigation, notamment par les articles 8, 9 et 10 de l'Acte Public du 2 novembre 1865, 2 de l'Acte Additionnel du 28 mai 1881, 1 et 119 du Règlement de navigation.

Art. 2.

La Commission Européenne et ses agents cessent d'exercer dans le port et sur la rade de Soulina les pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés, notamment par les articles 4, 6, 8, 9, 10, 21 de l'Acte Public, 2 de l'Acte Additionnel, 1, 4, 112 du Règlement de navigation.

Art. 3.

La Commission Européenne élabore, en s'inspirant des propositions présentées par le Gouvernement roumain, le Règlement de navigation et de police applicable au Danube maritime et à ses embouchures.

Le Gouvernement roumain met ce règlement en vigueur et est chargé de son application.

La Commission et ses agents cessent en conséquence d'exercer les pouvoirs qui leur sont conférés par les articles 7, 9, 11 et 12 de l'Acte Public, l'alinéa 2 de l'article 9 de l'Acte Additionnel, en ce qui concerne l'établissement des dispositions relatives à l'exercice de la navigation.

Art. 4.

Le Corps de pilotage passe, dans sa composition actuelle, sous les ordres des autorités roumaines compétentes.

Au fur et à mesure des vacances qui se produiront par suite de décès, démission et mise à la retraite, les pilotes de nationalité non roumaine seront remplacés par des pilotes roumains, jusqu'à ce que la proportion de ces derniers par rapport au nombre total des pilotes, atteigne 60 pour cent.

Les 40 pour cent restant sont recommandés aux autorités roumaines, qui les nomment, par les Délégués à la Commission Européenne du Danube des Puissances autres que la Roumanie, dans les mêmes conditions que par le passé.

Le Chef-pilote est choisi et nommé par les autorités roumaines sur une liste de trois candidats présentés par la Commission sans distinction de nationalité.

Art. 5.

Le Gouvernement roumain costitue un service autonome dénommé « Direction du Danube Maritime ».

Cette Direction est chargée de l'élaboration des projets de travaux sur le Danube maritime et ses embouchures et de leur exécution, de la perception des taxes et de la gestion de leur produit.

La Commission Européenne cesse d'exercer les pouvoirs qui lui ont été conférés en ces matières, notamment par les articles 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856, 4 du Traité de Londres du 13 mars 1871, 24 de l'Acte Public, 3 et 4 de l'Acte Additionnel.

Art. 6.

La Direction autonome soumet à la Commission Européenne les projets de travaux d'amélioration et d'entretien qui doivent être entrepris dans l'intérêt de la navigabilité et qu'elle établit de concert avec le Comité d'Ingénieurs Conseils constitué par la Commission.

Sur le rapport de ce Comité, la Commission apprécie si lesdits projets sont conformes aux exigences de la navigation. Elle peut les modifier si elle le juge utile.

Les décisions de la Commission en cette matière sont prises à la majorité des voix, la voix du Délégué de Roumanie devant faire partie de la majorité. Ces décisions tiendront compte des intérêts techniques, économiques et financiers de la Roumanie.

Art. 7.

La Direction autonome a le droit d'entreprendre, sans l'autorisation préalable de la Commission, les travaux qui pourraient être nécessités par des circonstances imprévues et urgentes. Elle devra toutefois aviser sans délai la Commission des raisons qui auront motivé ces travaux en lui en fournissant une description sommaire.

Art. 8.

La Direction autonome ou toute autre autorité roumaine compétente fait parvenir à la Commission une description sommaire de tous travaux nécessaires au développement économique de la Roumanie, notamment les travaux de défense contre les inondations et ceux qui concernent les irrigations et qui seraient à exécuter sur le Danube maritime ou à ses embouchures.

La Commission ne peut interdire de tels travaux qu'en tant qu'ils seraient de nature à porter atteinte à la navigabilité.

La Commission doit prendre sa décision sur le rapport de son Comité d'Ingénieurs Conseils dans les quatre mois à partir de la communication de la description des travaux.

Art. 9.

Le Comité d'Ingénieurs Conseils se tient en contact avec la Direction autonome pour recueillir par correspondance ou sur place toutes informations qu'il jugerait utiles à l'accomplissement des missions définies aux articles 6 et 8 pour se renseigner sur l'état des travaux.

Il peut, à ces fins, se faire représenter par un de ses membres.

Art. 10.

Les taxes sur la navigation seront d'un taux modéré et égales pour tous les pavillons.

La Direction autonome en soumet le tarif à la Commission, qui le détermine à la majorité des voix, la voix du Délégué de Roumanie devant faire partie de la majorité.

Le produit des taxes est versé dans la caisse de la Direction autonome. Les fonds se trouvant dans cette caisse sont exclusivement affectés à l'exécution des travaux et aux autres charges prévues dans la présente Convention.

Art. 11.

La Direction autonome communique mensuellement à la Commission le relevé des navires entrés et sortis du Danube, leurs pavillons et leurs tonnages, ainsi que le montant des taxes perçues pour chacun d'eux. Elle lui communique également tous renseignements utiles concernant l'affectation du produit des taxes.

L'agent chargé de la comptabilité de la Commission se tient en contact avec la Direction autonome pour recueillir tous renseignements complémentaires sur la perception et l'affectation des taxes.

Sur la base des documents et des renseignements qui lui sont fournis et de ceux qu'elle pourrait demander, la Commission s'assure si la perception et l'affectation des taxes sont effectuées conformément aux dispositions des Traités, Conventions et Actes en vigueur, ainsi que du tarif des taxes.

Les navigateurs peuvent adresser à la Commission toute réclamation qu'ils jugeraient devoir formuler en ce qui concerne la taxation à laquelle ils ont été soumis.

Art. 12.

La Commission Européenne et ses agents cessent d'exercer les pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés en matière sanitaire par les articles 18, 19 et 20 de l'Acte Public et par les articles 6 et 7 de l'Acte Additionnel.

Les taxes sanitaires perçues par les autorités roumaines seront égales pour tous les pavillons et d'un taux modéré; elles n'excéderont pas 1,5 pour cent de la taxe de navigation actuelle la plus élevée (trois francs-or soixante-dix).

Art. 13.

La Commission Européenne déterminera en se conformant aux dispositions du présent Arrangement le personnel qui restera à son service. Ce personnel sera régi par les règles actuellement en vigueur ou par toutes autres qui leur seraient substituées par la Commission dans le cadre des dispositions conventionnelles.

Les membres du personnel du tableau normal et du personnel inférieur permanent qui quitteront le service de la Commission par suite de suppressions d'emplois résultant du présent Arrangement et qui ne rentrent pas dans la catégorie visée à l'alinea 3 ci dessous, recevront l'indemnité de retraite prévue pour ce cas par le règlement en vigueur et en plus une indemnité équivalant à trois années de leur traitement actuel.

Le Gouvernement roumain, sans préjudice a l'application de l'article 4, reprendra 50 pour cent de l'effectif des membres roumains du personnel visé à l'alinéa 2 ci-dessus. Les membres ainsi repris recevront en sus de leur indemnité de retraite une indemnité équivalant à dix-huit mois de leur traitement.

Le Gouvernement roumain fera connaître à la Commission la liste du personnel non roumain qu'il désire engager à son service pour une durée maximum d'une année à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement. Il pourra être mis fin à cet engagement de part et d'autre moyennant préavis de trois mois.

Art. 14.

Les indemnités de retraite et les indemnités à verser au personnel de la Commission Européenne par application de l'article 13 seront prélevées par priorité sur les fonds de la Commission dans l'ordre suivant: fonds ordinaires, fonds spéciaux autres que le fonds d'amortissement, fonds d'amor-

tissement. La Commission conservera les sommes représentant les indemnités de retraite acquises à la date d'entrée en vigueur du présent Arrangement, par le personnel demeurant à son service.

Après les prélèvements prévus à l'alinéa premier les sommes restant au fonds d'amortissement demeureront affectées aux remboursement des emprunts consentis en 1929 à la Commission par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Sur l'ensemble des fonds restants, une somme de 200.000 francs-or sera conservée par la Commission à titre de fonds de réserve.

Les sommes restant aux fonds spéciaux, après ces divers prélèvements, seront remises à la Direction autonome, qui les emploiera conformément à leurs affectations actuelles respectives.

Art. 15.

Le remboursement, dans les conditions déjà fixées par la Commission Européenne, des avances de guerre qui lui ont été faites et le service (intérêts et amortissement) des emprunts consentis en 1929 par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, continueront à être assurés par la Commission. A cet effet la Direction autonome remettra à la Commission, suivant les indications que celle-ci lui fournira, les sommes nécessaires au moyen d'un prélèvement effectué par priorité sur le produit des taxes de navigation, les avances et emprunts susvisés jouissant à cet égard d'un privilège de premier rang.

Les sommes nécessaires pour faire face aux dépenses prévues dans le budget de la Commission lui seront versées par la Direction autonome au moyen d'un prélèvement effectué sur le produit des taxes de navigation, immédiatement après ceux qui son visés à l'alinéa 1er ci-dessus, la Commission bénéficiant à cet égard d'un privilège de second rang.

Les modalités du service de l'emprunt consenti en 1929 par la Roumanie à la Commission seront déterminées par le Gouvernement roumain, compte tenu des dispositions qui précèdent et sans que ce service puisse être imputé sur le produit des taxes de navigation.

Art. 16.

La Commission s'entendra avec le Gouvernement roumain au sujet des contrats passés par elle qui seraient encore en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent Arrangement.

Art. 17.

La Commission Européenne met à la disposition des autorités roumaines compétentes et de la Direction autonome, selon le cas, pour être utilisés en pleine liberté conformément à leur destination dans l'intérêt de la navigation, les bien meubles et immeubles, notamment les engins flottants, les installations, le matériel en magasin, les carrières, les hôpitaux de Soulina et les phares de l'Ile-des-Serpents, de Soulina et de Saint-Georges. Toutefois la Commission conserve la disposition de l'Hôtel d'Administration de Galatzi et de l'Hôtel d'Administration de Soulina, dont le rez-de-chaussée sera utilisé sans frais par les autorités roumaines et la Direction autonome.

Le bateau d'inspection *Carolus-Primus* sera pris en charge par le Gouvernement roumain, qui le mettra à titre gracieux à la disposition de la Commission pour ses sessions plénières et pour les besoins de ses Ingénieurs Conseils.

Art. 18.

Le Gouvernement roumain désigne les autorités compétentes pour connaitre en première instance des infractions aux prescriptions du Règlement de navigation et de police.

La procédure devant ces autorités sera aussi simple et prompte que possible.

L'appel des décisions desdites autorités est porté devant la Cour d'Appel de Galatzi, qui statue en dernier ressort. Ces affaires sont jugées d'extrême urgence et par priorité sur toutes les affaires inscrites au rôle.

La procédure devant la Cour est exonérée de tous frais de justice.

La Commission Européenne et ses agents cessent d'exercer en matière judiciaire les droits qui leur ont été conférés notamment par les articles 8 de l'Acte Public, 2 de l'Acte Additionnel, 109, 190, 192 et 193 du Règlement de navigation.

Art. 19.

La Commission Européenne jouit tant pour ses installations que pour la personne de ses membres (Délégués, Délégués-suppléants et personnel des Délégations), des privilèges et immunités reconnus en temps de paix comme en temps de guerre aux missions diplomatiques.

Les privilèges et immunités du personnel de la Commission sont déterminés dans l'accord passé en date de ce jour entre la Commission et le Gouvernement roumain et qui pourra être modifié suivant la même procédure.

Art. 20.

La Commission Européenne renonce à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dont elle jouit actuellement.

Art. 21.

Les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Arrangement, ainsi que de toutes autres dispositions d'ordre conventionnel applicables au Danube maritime et à ses embouchures, qui surgiraient entre les Etats parties audit Arrangement et auxquels il n'aurait pu être mis fin par la Commission Européenne dans un délai raisonnable, seront soumis à un tribunal arbitral constitué comme il est dit ci après.

Dès la mise en vigueur du présent Arrangement les Etats contractants désigneront chacun un arbitre et un arbitre suppléant. Ils se mettront d'accord pour désigner cinq ressortissants d'Etats non-contractants afin de remplir les fonctions de sur-arbitre ou de membre du tribunal arbitral dans le cas visé à l'alinéa 4 ci-dessous.

Ces désignations seront communiquées à la Commission qui établira la liste des arbitres et celle des sur-arbitres; la Commission communiquera ces listes aux délégués et les tiendra à jour.

En cas de litige entre deux Etats, le tribunal sera constitué par les arbitres désignés par ces Etats ou, le cas échéant, par leurs suppléants, qui choisiront ensemble un sur-arbitre sur la seconde liste mentionnée à l'alinéa 2 ci-dessus. Au cas où les arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord sur cette désignation, les personnes figurant sur la seconde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix.

En cas de litige entre plus de deux Etats, les Etats qui font cause commune se mettront d'accord pour désigner un sur-arbitre, qui pourra être choisi en dehors de la première liste. A défaut d'accord, les personnes figurant sur la se-

conde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix. Il sera procédé ensuite, comme il est dit à l'alinéa 3 ci-dessus, à la désignation du sur-arbitre.

Le tribunal arbitral sera saisi par voie de compromis. Faute d'accord sur les termes du compromis dans les trois mois de la demande d'arbitrage, le tribunal procédera à l'établissement dudit compromis.

Au cas où une des parties estimerait qu'en établissant le compromis le tribunal arbitral a excédé ses pouvoirs, elle pourra saisir de cette question la Cour Permanente de Justice Internationale par voie de requête. Si la Cour estime que le tribunal a excédé ses pouvoirs, elle pourra, à la requête de l'une ou l'autre des parties, évoquer le fond du litige en usant de sa procédure habituelle.

Pour le surplus, la procédure devant le tribunal arbitral sera celle qui est prévue par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Art. 22.

Le présent Arrangement est ouvert à l'adhésion de tout État représenté à la Commission Européenne ou qui viendrait à y être représenté dans l'avenir.

Art. 23.

Le présent Arrangement sera ratifié dans le plus bref délai possible.

Les instruments de ratification et d'adhésion seront déposés dans les archives du Gouvernement roumain qui en délivrera des copies certifiées conformes à tout État signataire ou adhérent et qui tiendra un Procès-Verbal du dépôt desdits instruments.

Ce Procès-Verbal sera clos après dépôt des instruments de ratification et d'adhésion de tous les États représentés dans la Commission Européenne à cette date. L'arrangement entrera en vigueur trois mois après la clôture dudit Procès-Verbal.

Le Gouvernement roumain délivrera à tout État signataire ou adhérent des copies certifiées conformes des instruments d'adhésion qui seraient déposés ultérieurement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Arrangement établi en un seul exemplaire qui sera dépose dans les archives du Gouvernement Royal de Roumanie et dont une copie certifiée conforme sera remise à tout État signataire ou adhérent.

Fait à Sinaïa, le 18 août 1938.

J. DU SAULT
CHARGUERAUD
DOUGLAS KEANE
CONST. CONTZESCO

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Protocole final

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission Européenne du Danube, et en vue d'en préciser le sens, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Ad art. 5. — Il est entendu que la Direction autonome prévue à l'article 5 pourra être constituée dans le cadre de l'Administration commerciale des ports et des voies de communication par eau (P.C.A.).

Ad art. 13. — Il est entendu qu'en appliquant l'alinéa 3 de l'article 13 le Gouvernement roumain s'efforcera de reprendre à son service un nombre d'agents dont l'ensemble des traitements actuels représente autant que possible 50 pour cent du total des traitements actuellement alloués au personnel de nationalité roumaine.

Ad art. 17. — (*a*) Il est entendu qu'en application de l'alinéa premier de l'article 17, la Commission Européenne ne reprendra pas la disposition des articles mentionnés dans cet alinéa si ce n'est après accord avec le Gouvernement roumain.

(*b*) Le Plénipotentiaire de Roumanie a déclaré, au sujet des hôpitaux de Soulina, que les équipages des bâtiments maritimes et fluviaux ainsi que le personnel de la Commission y seront hospitalisés et soignés gratuitement.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et durée que l'Arrangement auquel il se rapporte.

Fait à Sinaïa, le 18 août 1938.

J. DU SAULT
CHARGUERAUD
DOUGLAS KEANE
CONST. CONTZESCO

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Accordo fra la Commissione Europea del Danubio e il Governo Romeno ai riguardi dei privilegi ed immunità del personale della Commissione.

Art. 1er.

Sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessous, les chefs et sous-chefs de service de la Commission jouissent en Roumanie de l'immunité de juridiction civile et criminelle, à moins que cette immunité ne soit levée par décision de la Commission.

Le surplus du personnel jouit des mêmes privilèges pour les actes accomplis officiellement et dans la limite de ses attributions. Il reste soumis aux lois et à la juridiction pour les actes de sa vie privée. Il est bien entendu toutefois que la Commission s'efforcera de faciliter le bon fonctionnement de la justice et de la police roumaines.

Art. 2.

Le personnel supérieur visé à l'alinéa 1er de l'article 1 jouit de l'immunité fiscale. A ce titre il est exonéré, conformément à la pratique internationale, de tous impôts, à l'exception des charges réelles grevant les propriétés immobilières (impôt foncier). Il demeure astreint à l'acquittement des impôts indirects et des taxes. L'expression d'impôts directs s'entend de ceux qui sont prélevés directement auprès du contribuable. Par « taxes » il y a lieu d'entendre seulement — et quelle que soit l'expression employée dans les prescriptions réglant la matière — les contributions corrélatives d'une contre prestation spéciale et précise de l'*administration à la personne* qui paye, ainsi que celles qui sont versées en couverture de dépenses particulièrement nécessitées du contribuable.

Le surplus du personnel est exonéré de l'impôt sur le traitement et de l'impôt général sur le revenu s'il venait à en être établi un.

Art. 3.

Les agents de nationalité roumaine n'ont pas à répondre devant la juridiction locale des actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle dans la limite de leurs attributions.

Art. 4.

Le personnel non roumain a droit à l'entrée en franchise, pendant les six mois suivant son installation, de ses effets et de son mobilier.

La franchise douanière est accordée également aux membres du personnel visé à l'alinéa 1er de l'article 1 pendant la durée de leurs fonctions dans la limite de leurs besoins raisonnables et de ceux de leur famile. Parmi les articles qui peuvent être ainsi introduits sont également compris les véhicules automobiles à condition qu'ils ne puissent être vendus dans le pays et renouvelés dans un délai inférieur à trente mois.

Les fonctionnaires bénéficiant de cette franchise remettent au Secrétaire Général la liste des articles qu'ils désirent commander. Le Secrétaire Général contresigne les listes qu'il reçoit et les envoie au Délégué de Roumanie qui, après les avoir visées, les retourne au Secrétaire Général en vue d'être transmises par ce dernier à l'Administration des Douanes. Les commandes peuvent être passées par les intéressés dès que le visa du Délégué de Roumanie a été donné et le retrait des marchandises de la douane aura lieu comme par le passé.

Fait à Sinaïa, le 18 août 1938.

Pour la Commission Européenne
DOUGLAS KEANE

Pour le Gouvernement roumain
CONST. CONTZESCO

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

LEGGE 13 luglio 1939-XVII, n. 1138.
Autorizzazione della spesa di L. 17.500.000 per la esecuzione di opere pubbliche in provincia di Palermo.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

E' autorizzata la spesa di L. 4.000.000 per l'esecuzione delle opere di risanamento del rione Kalsa Spasimo di Palermo.

Per l'erogazione di tale somma si provvederà mediante convenzione da stipularsi tra lo Stato e il comune di Palermo e da approvarsi con decreto del Ministro per i lavori pubblici di concerto con quelli per l'interno e per le finanze.

Art. 2.

Il piano relativo sarà approvato con decreto Reale a termini della legge 25 giugno 1865, n. 2359.

Ad esso sono estese le disposizioni della legge 19 luglio 1894, n. 344.

Art. 3.

E' autorizzata la spesa di L. 10.000.000 per la prosecuzione dei lavori di costruzione della circonvallazione ferroviaria nel tratto urbano della città di Palermo.

Art. 4.

E' autorizzata la spesa di L. 3.500.000 per il completamento del ponte sul fiume Oreto, per la sistemazione valliva del fiume San Leonardo in contrada Barrante, per la sistemazione della scarica del canale Boccadifalco, per la deviazione del torrente Vallone Paradiso a difesa della città di Palermo e per la sistemazione dei torrenti Colone, Borsellino e Passo di Rigano.

Art. 5.

Con decreti del Ministro per le finanze sarà provveduto alla iscrizione nel bilancio dei lavori pubblici della complessiva spesa di L. 17.500.000 da ripartirsi in parti uguali in due esercizi finanziari a decorrere da quello 1939-40.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 13 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — COBOLLI GIGLI — GRANDI — BOTTAI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 13 luglio 1939-XVII, n. 1139.
Aggiornamenti alle disposizioni vigenti sullo stato e l'avanzamento dei carabinieri Reali.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

L'art. 3 del Regio decreto-legge 5 settembre 1938-XVI, numero 1519, recante modificazioni alle disposizioni vigenti sullo stato e l'avanzamento dei sottufficiali del Regio esercito ed aumento dei relativi organici, è modificato come segue:

1° al secondo alinea del quinto comma, dopo le parole: « maresciallo maggiore » sono aggiunte le altre: « esclusi quelli dei carabinieri Reali »;

2° alla fine del sesto comma è aggiunto: « Per i sottufficiali dei carabinieri Reali, le promozioni a scelta per meriti eccezionali possono essere conferite nella proporzione di una su dieci promozioni, compresa l'aliquota a scelta (1 su 3);

3° l'ultimo comma è sostituito dall'altro: « Gli appuntati dei CC. RR., i caporali maggiori, i carabinieri, i caporali ed i soldati possono conseguire la promozione a scelta per meriti eccezionali nella proporzione non superiore a un decimo delle vacanze negli organici stabiliti dalle tabelle graduali e numeriche ».

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 13 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 22 luglio 1939-XVII, n. 1140.

Modificazione della denominazione del Comando della Milizia portuaria.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Nella legge 8 luglio 1929-VII, n. 1337, nelle sue successive modificazioni ed integrazioni, nonchè nel testo del Regio decreto 1° dicembre 1934-XIII, n. 2132, la denominazione « Comando Gruppo legioni di Milizia portuaria » è sostituita con l'altra « Comando della Milizia nazionale portuaria ».

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a S. Anna di Valdieri, addì 22 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — BENNI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

REGIO DECRETO 6 luglio 1939-XVII, n. 1141.

Trattenimento in servizio, per esigenze di carattere eccezionale, dei sottufficiali e militari di truppa attualmente alle armi nei reparti dislocati in Albania.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto l'art. 170 del testo unico delle leggi sul reclutamento del Regio esercito, approvato con R. decreto 24 febbraio 1938-XVI, n. 329;
Vista la legge 22 gennaio 1934-XII, n. 115, sui soccorsi giornalieri alle famiglie bisognose dei militari richiamati o trattenuti alle armi, modificata dal R. decreto-legge 13 maggio 1935-XIII, n. 1101;
Sulla proposta del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Ministro per la guerra;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

I sottufficiali e militari di truppa del Regio esercito attualmente alle armi, nei reparti dislocati in Albania, che abbiano compiuto o che compiranno la ferma di leva o quella volontariamente assunta, continueranno a prestare servizio, quali trattenuti per esigenze di carattere eccezionale, fino al giorno che sarà determinato, d'ordine Nostro, dal DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Ministro per la guerra.

Il presente decreto ha vigore dal 1° aprile 1939-XVII.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 6 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *agosto* 1939-XVII
Atti del Governo, registro 412, *foglio* 38. — MANCINI

REGIO DECRETO 22 luglio 1939-XVII, n. 1142.

Unificazione degli uffici di conciliazione del comune di Mammola.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Vista la deliberazione 22 aprile 1939-XVII del podestà di Mammola, con la quale si chiede che i due uffici di conciliazione esistenti in quel Comune siano riuniti in unico ufficio con giurisdizione su tutto il territorio del Comune medesimo;
Visti i pareri favorevoli del primo presidente e del procuratore generale presso la Corte di appello di Catanzaro;
Visti gli articoli 1 della legge 16 giugno 1892, n. 261 e 1 del relativo regolamento 26 dicembre stesso anno, n. 728;
Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia;
Abbiamo decretato e decretiamo:

I due uffici di conciliazione del comune di Mammola sono riuniti in unico ufficio con giurisdizione su tutto il territorio del Comune medesimo.

Il presente decreto entrerà in vigore nel trentesimo giorno dopo quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 22 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

GRANDI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *agosto* 1939-XVII
Atti del Governo, registro 412, *foglio* 49. — MANCINI

DECRETO DEL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO, 3 agosto 1939-XVII.

Cessazione dalla carica di Consigliere nazionale della Camera dei Fasci e delle Corporazioni del fascista Francesco Bellini.

IL DUCE DEL FASCISMO
CAPO DEL GOVERNO

Visto il proprio decreto in data 11 marzo 1939-XVII con cui veniva riconosciuta la qualità di Consigliere nazionale della Camera dei Fasci e delle Corporazioni, tra gli altri, al fascista Francesco Bellini, quale ispettore del Partito Nazionale Fascista;

Visto che il fascista Francesco Bellini ha cessato dalla carica di ispettore del Partito Nazionale Fascista;

Visti gli articoli 3, 1° comma, 5 e 8 della legge 19 gennaio 1939-XVII, n. 129, istitutiva della Camera dei Fasci e delle Corporazioni;

Decreta:

Il fascista Francesco Bellini cessa dalla carica di Consigliere nazionale della Camera dei Fasci e delle Corporazioni.

Roma, addì 3 agosto 1939-XVII

MUSSOLINI

(3586)

DECRETO MINISTERIALE 24 giugno 1939-XVII.

Determinazione dell'aliquota della tassa di scambio sul legname comune rozzo di abete, larice e pino destinato alla fabbricazione della cellulosa (2° semestre 1939).

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti gli articoli 75 a 83 della legge sulla tassa di scambio 28 luglio 1930, n. 1011, che disciplinano la riscossione della tassa di scambio sul legname resinoso da opera;

Visto il R. decreto-legge 15 novembre 1937, n. 1924 (allegato *A*) che aumenta la tassa di scambio sul legname resinoso da opera;

Visto il decreto Ministeriale 20 dicembre 1934, concernente la determinazione di una speciale aliquota di tassa di scambio per il legno comune rozzo di abete, larice e pino importato dall'estero e destinato alla fabbricazione della pasta di legno meccanica e chimica (cellulosa);

Decreta:

Agli effetti dell'applicazione della tassa di scambio sul legname comune rozzo di abete, larice e pino proveniente dall'estero e destinato alla fabbricazione della pasta di legno meccanica e chimica (cellulosa), l'aliquota della tassa di scambio da riscuotersi per ogni quintale dalle Dogane all'atto della importazione, per il periodo dal 1° luglio al 31 dicembre 1939, tenuto conto dei prezzi medi del detto legname e della sua destinazione, viene determinato nella misura di L. 0,45 per quintale, limitatamente ai quantitativi importati in esenzione da dazio specifico e da dazio sul valore a norma del Regio decreto-legge 17 gennaio 1935, n. 177, ed entro i limiti del contingentamento annuo previsto dallo stesso decreto-legge ora citato e semprechè siano osservate le norme e condizioni stabilite dal Ministero delle finanze ai fini del beneficio doganale.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 24 giugno 1939-XVII

Il Ministro: Di Revel

(3558)

DECRETO MINISTERIALE 21 giugno 1939-XVII.

Determinazione dell'aliquota di tassa di scambio sul legname resinoso da opera di provenienza estera (2° semestre 1939).

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti gli articoli 75 a 83 della legge sulla tassa di scambio 28 luglio 1930, n. 1011, che disciplinano la riscossione della tassa di scambio sul legname resinoso da opera tanto di importazione che di produzione nazionale;

Visto il R. decreto-legge 15 novembre 1937, n. 1924 (allegato *A*) col quale è stata aumentata l'aliquota di tassa di scambio sul detto legname;

Ritenuta l'opportunità, avuto riguardo ai prezzi di mercato di modificare le aliquote della tassa di scambio per il detto legname importato dall'estero;

Decreta:

Agli effetti dell'applicazione della tassa di scambio sul legname resinoso da opera proveniente dall'estero, giusta le norme di cui all'art. 83 della legge citata, l'aliquota di tassa scambio da riscuotersi per ogni quintale dalle Dogane, all'atto dell'importazione, per il periodo dal 1° luglio al 31 dicembre 1939 tenuto conto dei prezzi medi del semestre in corso ragguagliati al peso, viene determinata nelle seguenti misure:

LEGNAME RESINOSO DA OPERA (abete larice, pino)	ALIQUOTA di tassa di scambio per quintale Lire
Travi semplicemente squadrate con l'ascia non soggette per loro natura ad ulteriori lavorazioni	2,20
Rozzo o semplicemente sgrossato con l'ascia	1,75
Segato:	
a) tavolame di 4 metri e sopra e sotto misure: travature di qualunque lunghezza	3,10
b) tavolame sotto i 4 metri (detto comunemente cortame) comprese le assicelle e tavole di abete per casse di imballaggio, inferiori ad un metro che non abbiano i lati rifiniti nè paralleli fra loro e non siano piallate nè congiunte a mezzo di colla, chiodi od altri dispositivi	2,30

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 21 giugno 1939-XVII

Il Ministro: Di Revel

(3557)

DECRETO MINISTERIALE 21 luglio 1939-XVII.

Determinazione della nuova aliquota dei contributi delle sezioni viticoltura dei Consorzi provinciali tra i produttori della agricoltura.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la legge 18 giugno 1931-IX, n. 987, recante disposizioni per la difesa delle piante coltivate e dei prodotti agrari dalle cause nemiche e sui relativi servizi, nonchè le successive modificazioni e integrazioni della legge medesima;

Visto l'art. 30 della legge 10 giugno 1937-XV, n. 1266, recante provvedimenti per la viticoltura e la produzione vinicola;

Vista la legge 16 giugno 1938-XVI, n. 1008, sulla unificazione degli enti economici provinciali nel campo dell'agricoltura;

Vista la deliberazione adottata il 10 dicembre 1938-XVI, dall'assemblea ordinaria della Federazione nazionale dei Consorzi per la viticoltura - ora Settore viticoltura della Federazione nazionale dei consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura - al fine di prospettare al Ministero dell'agricoltura e delle foreste nonchè a quello delle finanze la necessità di procedere all'emanazione del decreto interministeriale di cui al precitato art. 30 della legge 10 giugno 1937-XV, n. 1266. Ciò allo scopo di stabilire che, a partire dall'esercizio finanziario 1939-40, la contribuzione annua per le sezioni della viticoltura dei Consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura venga aumentata di L. 0,50 e di L. 0,25 rispettivamente per ogni ettaro di vigneto specializzato e di terreno vitato promiscuo, oltre il limite massimo stabilito dal comma 6° dell'art. 15 della legge 18 giugno 1931-IX, n. 987. Di tale aumento L. 0,40 e L. 0,20 rispettivamente per ogni ettaro di vigneto specializzato e di terreno vitato promiscuo dovrebbe essere versato dalle predette Sezioni al corrispondente Settore della Federazione nazionale dei Consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura;

Ritenuto che il provvedimento invocato risponda alla necessità di mettere il predetto Settore in grado di assolvere ai compiti ad esso deferiti dalla legge 10 giugno 1937-XV, n. 1266, segnatamente per quanto si attiene alla costruzione e all'impianto di distillerie federali e di enopoli consorziali;

Decreta:

Art. 1.

A partire dall'esercizio finanziario 1939-40 l'aliquota dei contributi delle Sezioni della viticoltura dei Consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura è aumentata, ai termini dell'art. 30 della legge 10 giugno 1937-XV, n. 1266 oltre il limite massimo previsto dal comma 6° dell'art. 15 della legge 18 giugno 1931-IX, n. 987, di L. 0,50 e di L. 0,25 per ettaro, rispettivamente di vigneto specializzato e di terreno vitato promiscuo, considerato anche in appezzamenti separati.

Art. 2.

Dell'aumento di cui al precedente articolo le Sezioni della viticoltura verseranno al corrispondente Settore della Federazione nazionale dei Consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura L. 0,40 e L. 0,20 per ettaro, rispettivamente di vigneto specializzato e di terreno vitato promiscuo, considerato anche in appezzamenti separati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 21 luglio 1939-XVII

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
ROSSONI

Il Ministro per le finanze
DI REVEL

(3562)

DECRETO MINISTERIALE 31 luglio 1939-XVII.

Prezzo di vendita ai commercianti grossisti della manna.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Veduto il R. decreto-legge 5 novembre 1937, n. 2119;

Sentite la Confederazione nazionale fascista degli agricoltori e la Confederazione nazionale fascista dei lavoratori dell'agricoltura;

Veduto l'accordo in data 26 maggio concluso tra il rappresentante della Sezione dell'ortofrutticoltura del Consorzio provinciale tra i produttori dell'agricoltura di Palermo, e i rappresentanti dei commercianti grossisti di manna;

Ritenuta l'opportunità di fissare il prezzo di vendita del tipo di manna « Cannolo Capaci Corrente » in conformità degli anzidetti accordi;

Decreta:

Art. 1.

Il prezzo di vendita ai commercianti grossisti della manna, per merce consegnata nei magazzini della Sezione dell'ortofrutticoltura del Consorzio provinciale tra i produttori dell'agricoltura di Palermo è stabilito, pel tipo denominato « Cannolo Capaci Corrente » nella misura di L. 12,80 per chilogrammo.

Roma, addì 31 luglio 1939-XVII

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
ROSSONI

Il Ministro per le corporazioni
LANTINI

(3561)

DECRETO MINISTERIALE 4 agosto 1939-XVII.

Regolamento dei rapporti finanziari fra il Consorzio agrario provinciale di Novara e quello di Vercelli.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE

Veduta la legge 2 febbraio 1939-XVII, n. 159, che converte in legge con modificazioni il R. decreto-legge 5 settembre 1938-XVI, n. 1593, concernente la riforma della natura e dell'ordinamento dei Consorzi agrari;

Veduti i propri decreti 27 gennaio 1939-XVII pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno del 3 febbraio successivo n. 28, coi quali il Consorzio agrario cooperativo della provincia di Novara e il Consorzio agrario cooperativo della provincia di Vercelli sono stati dichiarati trasformati in enti morali agli effetti del R. decreto-legge 5 settembre 1938, numero 1593;

Veduto il proprio decreto 2 febbraio 1939-XVII con il quale gli Enti morali il Consorzio agrario cooperativo della provincia di Novara e il Consorzio agrario cooperativo della provincia di Vercelli sono stati riconosciuti come Consorzi agrari provinciali;

Considerata la necessità di provvedere, in conseguenza della limitazione territoriale di azione dei Consorzi agrari provinciali predetti, al regolamento dei rapporti finanziari tra i due Consorzi ai fini del trasferimento del capitale azionario degli ex soci del Consorzio agrario cooperativo della provincia di Novara residenti nella provincia di Vercelli e

del trapasso delle attrezzature ed impianti che il cessato Consorzio agrario cooperativo della provincia di Novara aveva costituiti nel territorio della provincia di Vercelli, al Consorzio agrario provinciale di Vercelli;

Decreta:

Art. 1.

Il Consorzio agrario provinciale di Novara trasferirà al Consorzio agrario provinciale di Vercelli le numero 59998 azioni appartenenti ai numeri 2584 azionisti residenti nella provincia di Vercelli al loro valore nominale di L. 25 ciascuna, e l'importo della corrispondente quota delle riserve, con obbligo che se il numero delle azioni di ex soci residenti nella provincia di Vercelli risultasse in seguito ad ulteriori accertamenti, alla data del presente decreto, diverso da quello sopra indicato, verrà operato dai Consorzi interessati il relativo conguaglio.

I due Consorzi agrari provvederanno, rispettivamente, alla cancellazione ed alla iscrizione nei loro libri dei soci degli intestatari delle azioni trasferite.

Art. 2.

Il Consorzio agrario provinciale di Novara trasferirà in proprietà al Consorzio agrario provinciale di Vercelli gli immobili da esso posseduti in provincia di Vercelli calcolati — di comune accordo tra i Consorzi interessati — al valore di L. 2.242.000.

Art. 3.

Coi trapassi di cui ai precedenti articoli 1 e 2 il Consorzio agrario provinciale di Novara s'intenderà svincolato nei confronti degli azionisti, ora partecipanti, di cui all'art. 1, e dei terzi da qualsiasi obbligo presente e futuro ai quali viene in tutto sostituito il Consorzio agrario provinciale di Vercelli.

Art. 4.

I trasferimenti e trapassi di cui ai precedenti articoli avranno luogo dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Art. 5.

Le operazioni relative al trapasso degli immobili sono soggette alla tassa fissa di L. 20 a termini dell'art. 3 del R. decreto-legge 2 febbraio 1939-XVII, n. 159.

Art. 6.

L'esecuzione del presente decreto è demandata alla presidenza dei Consorzi interessati e dovrà constare da apposito verbale da redigersi in triplice esemplare di cui un esemplare dovrà essere rimesso al Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 4 agosto 1939-XVII

Il Ministro: Rossoni

(3560)

DECRETO MINISTERIALE 9 agosto 1939-XVII.
Nomina del sig. Federico De Carlo di Roberto a rappresentante di agente di cambio presso la Borsa di Roma.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la domanda con la quale il sig. Cecconi Tommaso, agente di cambio presso la Borsa di Roma, ha chiesto la nomina a proprio rappresentante del sig. Federico De Carlo di Roberto;

Visto il relativo atto di procura;

Visti i pareri favorevoli al riguardo espressi dal Consiglio provinciale delle corporazioni, dalla Deputazione di Borsa e dal Comitato direttivo degli agenti di cambio di Roma;

Visti i Regi decreti-legge 7 marzo 1925-II, n. 222, e 9 aprile 1925-II, n. 375;

Decreta:

Il sig. Federico De Carlo di Roberto è nominato rappresentante del sig. Tommaso Cecconi, agente di cambio presso la Borsa di Roma.

Roma, addì 9 agosto 1939-XVII

Il Ministro: Di Revel

(3559)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Liquidazione coatta della Cooperativa Anonima Società Edilizia « C.A.S.E. » di Napoli e nomina del liquidatore

Con R. decreto 22 luglio 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 12 agosto 1939-XVII, registro 10 Corporazioni, foglio 206, la Cooperativa Anonima Società Edilizia « C.A.S.E. » con sede in Napoli è stata posta in liquidazione coatta a norma del R. decreto-legge 28 novembre 1938-XVII, n. 1981, ed è stato nominato liquidatore della Cooperativa stessa il gr. uff. avv. Carlo Minozzi.

(3598)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

DIREZIONE GENERALE DEL PERSONALE DELLA PREVIDENZA E DEL COLLOCAMENTO
DIVISIONE ASSICURAZIONI

(2ª *pubblicazione*).

Svincolo della cauzione costituita dalla Società di assicurazioni « L'Agricola » in Torino

Il Regio commissario liquidatore della Società anonima di assicurazioni e riassicurazioni « L'Agricola », con sede in Torino, ha chiesto lo svincolo totale della cauzione costituita dalla Società stessa a norma degli articoli 33 e 35 del R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, asserendo che tutti i sinistri sono stati definiti e che non esiste alcun impegno verso assicurati, ad eccezione di quelli elencati nel piano di riparto depositato presso il Tribunale civile e penale di Torino, e pubblicato nel Foglio annunzi legali della Provincia di Torino del 16 giugno 1939, n. 101.

Chiunque abbia ragione di opporsi a detto svincolo, a norma degli articoli 28 e 51 del R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, deve far pervenire, in debita forma legale, ricorso al Ministero delle corporazioni, Direzione generale del personale della previdenza e del collocamento - Divisione assicurazioni, non oltre il termine di giorni quindici dalla data di pubblicazione del presente avviso, comunicandone copia, pure in forma legale, al predetto Regio commissario, avv. Romano Gazzera, via Roma, 9, Torino.

(3326)

CONCORSI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Graduatoria generale del concorso a cinque posti di alunno d'ordine in prova nell'Amministrazione centrale dei lavori pubblici.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il risultato degli esami scritti e orali del concorso a 5 posti di alunno in prova nel ruolo del personale d'ordine dell'Amministrazione centrale dei lavori pubblici, bandito con decreto Ministeriale 5 dicembre 1938-XVII (autorizzato dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri con nota 11 settembre 1938-XVI, n. 4991-12-1-3-1).

Ritenuto regolare il procedimento degli esami stessi;

Visti la legge 21 agosto 1921, n. 1312, il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, il R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48, la legge 6 giugno 1929, n. 1024, il R. decreto 13 dicembre 1933, n. 1706, il R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, il R. decreto-legge 2 dicembre 1935, n. 2111, il R. decreto 2 giugno 1936, n. 1172, il R. decreto 4 febbraio 1937, n. 100, il R. decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, il R. decreto-legge 21 ottobre 1937, n. 2179;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso indicato nelle premesse:

1° Pitocchi Igino, con punti 18,70, ex combattente, mutilato di guerra, coniugato con prole.
2° Nicotra Antonino, con punti 17,08, orfano di guerra, coniugato con prole.
3° Ranieri Francesco, con punti 16,58 coniugato con prole.
4° Brienza Giulio, con punti 16,10, celibe.
5° Palmieri Vincenzo, con punti 16, coniugato con prole.
6° Baldini Gino, con punti 15,88, ex combattente, coniugato con prole.
7° Santacroce Mario, con punti 15,83, ex combattente A.O.I., celibe.
8° Di Serio Leonida, con punti 15,25, ex combattente A.O.I., celibe.
9° Scattaretico Corrado, con punti 15,08, celibe.
10° Manca Candido, con punti 15,05, coniugato con prole.
11° Varesi Valerio, con punti 15, coniugato.
12° Attili Aldo, con punti 14,83, celibe.
13° Padula Amedeo, con punti 14,75, precede in graduatoria perchè è in servizio come avventizio da più di un anno, celibe.
14° Ciferri Luigi, con punti 14,75, celibe.
15° Ferzi Alberto, con punti 14,50, ammogliato con prole.

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto nell'ordine appresso indicato;

1° Pitocchi Igino, ex combattente, mutilato di guerra, ammogliato con prole.
2° Nicotra Antonino, orfano di guerra, coniugato con prole.
3° Ranieri Francesco, coniugato con prole.
4° Brienza Giulio, celibe.
5° Baldini Gino, ex combattente.

Art. 3.

I seguenti candidati sono dichiarati idonei nell'ordine appresso indicato:

1° Palmieri Vincenzo
2° Santacroce Mario
3° Di Serio Leonida
4° Scattaretico Corrado
5° Manca Candido
6° Varesi Valerio
7° Attili Aldo
8° Padula Amedeo
9° Ciferri Luigi
10° Ferzi Alberto

Roma, addì 21 giugno 1939-XVII

Il Ministro: COBOLLI GIGLI

(3601)

MINISTERO DELLA CULTURA POPOLARE

Graduatoria del concorso per titoli ad un posto di esperto nel ruolo tecnico (gruppo A)

IL MINISTRO PER LA CULTURA POPOLARE

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto-legge 11 gennaio 1937, n. 3, di approvazione dei ruoli organici del personale di questo Ministero;

Visto il decreto Ministeriale 30 gennaio 1939-XVII, col quale fu indetto un concorso per titoli a un posto di Esperto (gruppo *A*, grado 9°) nel ruolo tecnico;

Visto il decreto Ministeriale 18 aprile 1939-XVII col quale fu nominata la Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visti gli atti della Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento seguito;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria formata dalla Commissione giudicatrice in seguito al risultato del concorso per titoli ad un posto di Esperto nel ruolo tecnico di questo Ministero, indetto con decreto Ministeriale 30 gennaio 1939-XVII:

1. Pirrotta dott. Antonino, con punti 36,25.

Art. 2.

Il candidato predetto è dichiarato vincitore del concorso a un posto di esperto (gruppo *A*, grado 9°) nel ruolo tecnico di questo Ministero.

Art. 3.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 24 giugno 1939-XVII

Il Ministro: ALFIERI

(3554)

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Graduatoria generale del concorso a quattro posti di ispettore tecnico in prova nel ruolo del personale tecnico di vigilanza dell'Ispettorato generale ferrovie, tramvie ed automobili.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Visto il R decreto 11 novembre 1923, n. 2395, recante l'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi;

Visto il decreto Ministeriale n. 169/203 in data 13 febbraio 1939, registrato alla Corte dei conti il 25 stesso mese, bilancio comunicazioni, registro n. 5 Ispett. F.T.A., pag n. 340, con il quale è stato bandito un concorso per esami a quattro posti di ispettore tecnico in prova nel ruolo del personale tecnico di gruppo *A* dell'Ispettorato generale delle ferrovie, tramvie ed automobili;

Vista la graduatoria di merito formata per il concorso suindicato dalla competente Commissione esaminatrice, costituita con decreto Ministeriale n. 7196/203 in data 30 maggio 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 3 giugno stesso anno, bilancio Comunicazioni, registro n. 6 Ispett. F.T.A., pag. n. 26;

Visti gli atti della suddetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito, formata dalla Commissione esaminatrice, in seguito al risultato del concorso per esami a quattro posti di ispettore tecnico in prova nel ruolo del personale tecnico di vigilanza dell'Ispettorato generale delle ferrovie, tramvie ed automobili, bandito con decreto Ministeriale n. 169/203 in data 13 febbraio 1939-XVII:

N. d'ordine	COGNOME E NOME	Votazione media prove scritte	Votazione prova orale	Votazione complessiva	Votazione lingue	Votazione di graduatoria
1	Palazzi Guido	8,30	7,75	16,05	0,8	16,13
2	Anastasia Leonardo	7,85	7,25	15,10	—	15,10
3	Salmeri Giacomo	7,25	7,75	15 —	—	15 —
4	Lattanzi Bernardino	7 —	7,50	14,50	0,145	14,64
5	Bitti Michele	7,35	7 —	14,35	0,215	14,56

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto, nell'ordine appresso indicato:

Numero d'ordine	COGNOME E NOME	Votazione di graduatoria	NOTE
1	Palazzi Guido	16,13	
2	Anastasia Leonardo	15,10	
3	Salmeri Giacomo	15 —	Inscritto al P. N. F. antemarcia
4	Lattanzi Bernardino	14,64	

Art. 3.

Il sig. Bitti Michele è dichiarato idoneo con la votazione di graduatoria di punti 14,56.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 2 agosto 1939-XVII

Il Ministro: BENNI

(3555)

MINISTERO PER GLI SCAMBI E PER LE VALUTE

Graduatoria generale di merito del concorso ad otto posti di assistente addetto commerciale di terza classe in prova (gruppo A).

IL MINISTRO PER GLI SCAMBI E PER LE VALUTE

Visti i Regi decreti 11 novembre 1923-II, n. 2395, e 30 dicembre 1923-II, n. 2960, e successive modificazioni;

Visto il proprio decreto del 23 novembre 1938-XVII, registrato alla Corte dei conti il 6 dicembre 1938-XVII e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno n. 281 del 10 dicembre detto anno, col quale è stato indetto un concorso per esami ad 8 posti di assistente addetto commerciale di 3ª classe in prova;

Visti i propri decreti dell'11 gennaio 1939-XVII e del 31 marzo 1939-XVII, registrati alla Corte dei conti rispettivamente il 20 gennaio 1939-XVII ed il 24 aprile 1939-XVII, con i quali è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Viste le domande dei candidati e la graduatoria generale di merito formata dalla Commissione giudicatrice;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria generale di merito del concorso per esami, indetto con decreto Ministeriale 23 novembre 1938-XVII, ad 8 posti di assistente addetto commerciale di terza classe in prova nel ruolo del personale di gruppo *A* del Ministero per gli scambi e per le valute di cui alla tabella *D* annessa al R. decreto-legge 24 luglio 1938-XVI, n. 1227:

1. Profili Mario . . . . . . con punti 15,95 su punti 20
2. Spinedi Antonio . . . . . » 15,57 » 20
3. Calvieri Giorgio . . . . . » 15,31 » 20
4. Macchia Enrico . . . . . » 15,28 » 20
5. Migone Pietro . . . . . » 14,97 » 20
6. Toti Lombardozzi Ernesto . » 14,81 » 20
7. Fiorioli della Lena Edoardo » 14,75 » 20
8. Ziglioli Aldo . . . . . . » 14,70 » 20
9. Zugaro Faliero . . . . . » 14,60 » 20
10. Bianco Guido . . . . . . » 14,10 » 20
11. Bracci Giuseppe . . . . » 13,55 » 20
12. Minunni Vincenzo . . . . » 13,42 » 20

Art. 2.

Sono dichiarati vincitori nell'ordine seguente i concorrenti:

1. Profili Mario
2. Spinedi Antonio
3. Calvieri Giorgio
4. Macchia Enrico
5. Migone Pietro
6. Toti Lombardozzi Ernesto
7. Fiorioli della Lena Edoardo
8. Ziglioli Aldo

Art. 3.

Sono dichiarati idonei nell'ordine seguente i concorrenti:

1. Zugaro Faliero
2. Bianco Guido
3. Bracci Giuseppe
4. Minunni Vincenzo

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 19 luglio 1939-XVII

Il Ministro: GUARNERI

(3551)

MINISTERO PER GLI SCAMBI E PER LE VALUTE

Graduatoria generale di merito del concorso a 29 posti di alunno d'ordine in prova (gruppo C)

IL MINISTRO PER GLI SCAMBI E PER LE VALUTE

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2960, e successive modificazioni;

Visto l'art. 8 della legge 31 agosto 1921, n. 1312, che reca norme a favore del personale ex-combattente, e successive estensioni, nell'art. 20 del R. decreto 8 maggio 1924-II, n. 843, nell'art. 13 del R. decreto 3 gennaio 1926-IV, n. 48, nell'art. 56 della legge 26 luglio 1929-VII, n 1397, nella legge 12 giugno 1931-IX, n. 777, nel R. decreto-legge 13 dicembre 1933-XII, n. 1706, nel R. decreto-legge 2 dicembre 1935-XIV, n. 2111, nel R. decreto-legge 2 giugno 1936-XIV, n. 1172, e nel R. decreto-legge 21 ottobre 1937-XV, n. 2179;

Visto l'art. 12 del R. decreto-legge 4 febbraio 1937-XV, n. 100, contenente norme per le assunzioni del personale non di ruolo in servizio presso l'Amministrazione dello Stato, al grado iniziale dei ruoli di gruppo *C*;

Visto l'art. 24 del R. decreto-legge 21 agosto 1937-XV, n. 1542, contenente norme per le assunzioni degli idonei che siano coniugati, nei concorsi per il grado iniziale dei ruoli di gruppo *C* e del personale subalterno;

Visto il proprio decreto in data 14 novembre 1938-XVII, registrato alla Corte dei conti il 6 dicembre 1938-XVII, registro n. 2 Scambi e valute, foglio n. 9, col quale è stato indetto un concorso a 29 posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo del personale di gruppo *C* del Ministero;

Visto il proprio decreto in data 11 gennaio 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 20 gennaio 1939-XVII, registro n. 2 Scambi e

valute, foglio n. 43, col quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Viste le domande dei candidati e la graduatoria generale di merito formata dalla Commissione giudicatrice;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria generale di merito del concorso per esami a 29 posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo del personale di gruppo C dell'Amministrazione centrale del Ministero, indetto con decreto Ministeriale in data 14 novembre 1938-XVII:

1. Renda Domenico (antemarcia-coniugato)	con punti	15,65
2. Papi Dario	»	15,60
3. Belisari Dante	»	15,50
4. Li Vigni Umberto	»	15,45
5. Stracchi Mario	»	15,05
6. Merli Costantino (coniugato, due figli)	»	14,85
7. D'Ovidio Luigi	»	14,80
8. Di Donato Antonino (coniugato, 1 figlio)	»	14,75
9. Tenaglia Igino	»	14,70
10. Bongiorno Lorenzo	»	14,50
11. D'Attoma Michele	»	14,45
12. Barattini Orazio	»	14,40
13. Bontempi Bernardino	»	14,37
14. Parisi Carmine	»	14,35
15. Magistri Francesco	»	14,32
16. Ciarlante Carlo	»	14,30
17. Magrini Giotto (coniugato)	»	14,28
18. Cieri Armando	»	14,25
19. Bizzarro Renato	»	14,20
20. Larotonda Eduardo (ex-combatt., coniugato)	»	14,15
21. Mastrofrancesco Mario (coniug., 1 figlio)	»	14,12
22. Quinto Amedeo	»	14,10
23. Berardi Aldo	»	14,08
24. Marotta Pietro	»	14 —
25. Piricò Giovanni	»	13,95
26. Viarisio Giovanni	»	13,90
27. Argentini Enzo	»	13,83
28. De Martino Felice	»	13,80
29. Cannavacciuolo Lorenzo (orfano di guerra)	»	13,78
30. Morelli Michele	»	13,75
31. Fugaro Gaetano	»	13,72
32. Piazza Vittorio	»	13,70
33. Righi Ugo (ex-combattente, coniug., 3 figli)	»	13,68
34. Nataloni Artemio (coniugato, 1 figlio)	»	13,65
35. Stracuzzi Manlio (avventizio ant 4-2-1935)	»	13,63
36. Emiliani Aldo	»	13,60
37. Belisari Ezio	»	13,58
38. Pitzalis Giuseppe	»	13,55
39. Strumendo Primo (ex-comb., coniug., 2 figli)	»	13,50
40. Puccio Salvatore	»	13,50
41. Bartoli Odoardo (coniugato, 1 figlio)	»	13,40
42. Villone Vittorio	»	13,25
43. Armellani Lino	»	13,20
44. Austini Filippo Lucio	»	13,15
45. Sartori Vittorio	»	13,10
46. Seguino Francesco	»	13,08
47. Giannattasio Alfonso	»	13,05
48. Cerreto Mario	»	13 —

Art. 2.

In applicazione delle vigenti norme per l'assegnazione dei posti agli idonei, sono dichiarati vincitori del concorso, nell'ordine seguente, i candidati:

1. Renda Domenico
2. Papi Dario
3. Belisari Dante
4. Li Vigni Umberto
5. Stracchi Mario
6. Merli Costantino
7. D'Ovidio Luigi
8. Di Donato Antonino
9. Tenaglia Igino
10. Bongiorno Lorenzo
11. D'Attoma Michele
12. Barattini Orazio
13. Bontempi Bernardino
14. Parisi Carmine
15. Magistri Francesco
16. Ciarlante Carlo
17. Magrini Giotto
18. Cieri Armando
19. Bizzarro Renato
20. Larotonda Eduardo
21. Mastrofrancesco Mario
22. Quinto Amedeo
23. Berardi Aldo
24. Cannavacciuolo Lorenzo
25. Righi Ugo
26. Nataloni Artemio
27. Stracuzzi Manlio
28. Strumendo Primo
29. Bartoli Odoardo

Art. 3.

Sono dichiarati idonei, nell'ordine seguente, i candidati:

1. Marotta Pietro
2. Piricò Giovanni
3. Viarisio Giovanni
4. Argentini Enzo
5. De Martino Felice
6. Morelli Michele
7. Fugaro Gaetano
8. Piazza Vittorio
9. Emiliani Aldo
10. Belisari Ezio
11. Pitzalis Giuseppe
12. Puccio Salvatore
13. Villone Vittorio
14. Armellani Lino
15. Austini Filippo Lucio
16. Sartori Vittorio
17. Seguino Francesco
18. Giannattasio Alfonso
19. Cerreto Mario

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 luglio 1939-XVII

Il Ministro: GUARNERI

(3552)

MINISTERO DELL'INTERNO

Revoca del concorso al posto di segretario capo del comune di Guastalla

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il decreto Ministeriale 7 luglio 1939-XVII, col quale venne indetto il concorso per il conferimento del posto di segretario capo di 2ª classe del comune di Guastalla;

Ritenuto che con provvedimento in corso il Comune medesimo viene declassificato al grado quinto;

Ritenuta pertanto la necessità di procedere alla revoca del concorso per il posto anzidetto;

Visto il testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Decreta:

Il concorso per il conferimento del posto di segretario capo di 2ª classe del comune di Guastalla è revocato.

Roma, addì 8 agosto 1939-XVII

p. *Il Ministro*: BUFFARINI

(3553)

REGIA PREFETTURA DI CATANZARO

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CATANZARO

Esaminati gli atti della Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario consorziale di Arena ed a quello di veterinario comunale di Cutro, bandito con decreto prefettizio 31 dicembre 1937-XVI, n. 44801;

Riconosciuto regolare il procedimento adottato dalla Commissione per la formazione della graduatoria di merito dei candidati;

Visto l'art. 55 del R. decreto 11 marzo 1935-XV, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei al concorso per i posti sopra indicati:

1° Dott. Belvisi Giov. Battista	con punti	44,06
2° Dott. Ferraro Salvatore	»	42,75
3° Dott. Mucaria Michele	»	41
4° Dott. Leone Domenicantonio	»	39,75
5° Dott. Cirrito Francesco	»	35,58

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura ed a quello dei Comuni interessati.

Catanzaro, addì 27 luglio 1939-XVII

Il prefetto: CAVANI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CATANZARO

Vista la graduatoria dei concorrenti al posto di veterinario consorziale di Arena ed a quello di veterinario comunale di Cutro, approvata con proprio decreto, pari numero e data;
Viste le domande dei concorrenti con la indicazione delle sedi richieste, in ordine di preferenza,
Visti gli articoli 23 e 55 del R. decreto 11 marzo 1935-XV, n. 281;

Decreta:

I seguenti concorrenti sono dichiarati vincitori del concorso indetto con decreto prefettizio 31 dicembre 1937-XV n. 44801, e per la sede a fianco di ciascuno di essi indicata:

1° Dott. Belvisi Giov. Battista, condotta veterinaria consorziale di Arena-Acquaro-Dinami-Dasà;
2° Dott. Ferraro Salvatore, condotta veterinaria comunale di Cutro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Catanzaro, addì 27 luglio 1939-XVII

Il prefetto: CAVANI

(3537)

REGIA PREFETTURA DI FORLÌ

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Veduta la relazione della Commissione giudicatrice del concorso ad un posto di veterinario condotto vacante in questa Provincia al 30 novembre 1937 e di cui al bando di concorso 27 dicembre 1937;
Veduti gli articoli 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e 56 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso ad un posto di veterinario condotto di cui al bando 27 dicembre 1937-XVI;
Graduatoria in ordine di merito:

		punti
1)	Ravaglioli dott. Andrea	49,118
2)	Manzi dott. Ezio	48,394
3)	Cicognani dott. Ferruccio	48,214
4)	Bramucci dott. Piero	44,378
5)	Sandorfi dott. Francesco	44,155
6)	Guidi dott. Aldo	42,157
7)	Fabbri dott. Teodoro	40,164
8)	Tampieri dott. Armando	39,471

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato per otto giorni consecutivi all'Albo della prefettura di Forlì e nel comune capo consorzio di Gatteo.

Forlì, addì 31 luglio 1939-XVII

Il prefetto: UCCELLI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Veduto il decreto di pari numero e data col quale si approva la graduatoria dei concorrenti ad un posto di veterinario condotto vacante in questa Provincia e di cui al bando di concorso 27 dicembre 1937-XVI;
Veduto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Andrea Ravaglioli primo della graduatoria di merito, di cui al succitato decreto, è dichiarato vincitore del concorso ad un posto di veterinario condotto vacante in questa Provincia al 30 novembre 1937, di cui al bando di concorso 27 dicembre 1937.
Il predetto sanitario è destinato a prestare servizio quale veterinario del Consorzio Gatteo-Gambettola nella sede di Gatteo.
Il podestà di Gatteo, presidente del predetto Consorzio, è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà inserto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del comune di Gatteo.

Forlì, addì 31 luglio 1939-XVII

Il prefetto: UCCELLI

(3538)

REGIA PREFETTURA DI IMPERIA

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI IMPERIA

Visto il decreto prefettizio in data 31 dicembre 1937, n. 16744, pubblicato nei modi e termini di legge, con il quale è stato bandito pubblico concorso provinciale, per titoli ed esami, per l'unico posto di veterinario condotto, vacante al 30 novembre 1937;
Visto il verbale n. 13 del 4 luglio 1939, della Commissione giudicatrice del concorso stesso;
Visto il nuovo testo unico delle leggi sanitarie, approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265, ed il R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di concorrenti idonei a coprire il posto messo a concorso:

		con punti
1)	Neri dott. Giovanni	49,224
2)	Blasich dott. Riccardo	48,858
3)	Rastelli dott. Vincenzo	47,887
4)	Carnevale Arella dott. Carlo	46,433
5)	Pellegrino dott. Angelo	46,249
6)	Bosi dott. Tommaso	40,848

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali e per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Imperia, addì 2 agosto 1939-XVII

p. *Il prefetto*: LICHERI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI IMPERIA

Visto il proprio decreto di pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria dei concorrenti al posto di veterinario condotto del Consorzio Taggia-Castellaro-Riva Santo Stefano, unico posto vacante in Provincia al 30 novembre 1937;
Visto l'art. 55 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Neri Giovanni è dichiarato vincitore del concorso di cui innanzi e gli viene, pertanto, assegnata la condotta veterinaria consorziale di Taggia, Castellaro-Riva Santo Stefano.
Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Imperia, addì 2 agosto 1939-XVII

p. *Il prefetto*: LICHERI

(3539)

REGIA PREFETTURA DI LECCE

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il decreto prefettizio in data 10 gennaio 1938, con il quale veniva indetto pubblico concorso a n. 9 posti di medico condotto;
Vista la graduatoria formata dalla Commissione giudicatrice di Taranto;
Visti gli articoli 23 e 55 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti risultati idonei ai posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce al 30 novembre 1937:

1) Caporaletti dott. Mario . . . con punti 109,11 su 150
2) Vergari dott. Ugo . . . . » 107,94 » »
3) De Bartolomeis dott. Gennaro . » 107,67 » »
4) Miglietta dott. Rosario . . . » 104 » »
5) Bardoscia dott. Nicola . . . » 103,27 » »
6) Nestola dott. Cosimo . . . » 102,45 » »
7) Frassanito dott. Luigi . . . » 102,07 » »
8) Catalano dott. Giorgio . . . » 102,02 » »
9) Refolo dott. Ugo . . . . . » 102 » »
10) Ardito dott. Luigi . . . . . » 101,57 » »
11) Mogavero dott. Vincenzo . . . » 101,24 » »
12) Nicolazzo dott. Asclepio . . . » 101,14 » »
13) Massa dott. Carlo . . . . » 100,99 » »
14) Malzone dott. Vittorio . . . » 100,83 » »
15) Pellegrino dott. Marcellino . . » 100,75 » »
16) Gatto dott. Giovanni . . . » 100,42 » »
17) Pagliula dott. Giovanni . . . » 100,14 » »
18) De Masi dott. Cosimo . . . » 100 » »
19) Cosma dott. Raffaele . . . » 99,47 » »
20) Miggiano dott. Giuseppe . . . » 98,48 » »
21) Vetere dott. Michele . . . . » 98,22 » »
22) Coia dott. Luigi . . . . . » 98,12 » »
23) Nardone dott. Crescenzo . . . » 97,63 » »
24) Cardone dott. Luigi . . . . » 97,53 » »
25) Urso dott. Nicola . . . . » 97,50 » »
26) Nuzzo dott. Paolo . . . . » 97,30 » »
27) Rugge dott. Luigi . . . . » 97,07 » »
28) Colaci dott. Carlo . . . . » 96,68 » »
29) Ligori dott. Raffaele . . . » 95,32 » »
30) Licci dott. Luigi . . . . » 93,40 » »
31) Petrelli dott. Carmelo . . . » 91,29 » »
32) Maccagnano dott. Giuseppe . . » 90,76 » »
33) Rima dott. Dante . . . . » 90,44 » »
34) Ferramosca dott. Alberto . . » 86,05 » »
35) Leuzzi dott. Enrico . . . . » 85,05 » »
36) Monsellato dott. Aniello . . . » 74,88 » »

Il presente decreto sarà inserto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio annunzi legali della Provincia e sarà pubblicato per otto giorni consecutivi nell'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Lecce, addì 27 luglio 1939-XVII

Il Prefetto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il decreto prefettizio pari numero e data con il quale viene approvata la graduatoria generale dei concorrenti risultati idonei nel concorso ai posti di medico condotto vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1937;
Visto l'elenco delle sedi vacanti;
Esaminate le domande dei concorrenti per quanto concerne l'indicazione delle sedi per le quali, secondo l'ordine di preferenza, essi intesero concorrere;
Visto l'art. 55 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottoindicati concorrenti sono dichiarati vincitori del concorso ai posti di medico condotto vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1936 per le sedi a fianco di ciascuno indicata:

1. Caporaletti dott. Mario, Lecce;
2. De Bartolomeis dott. Gennaro, Trepuzzi;
3. Miglietta dott. Rosario, Cavallino;
4. Bardoscia dott. Nicola, Gallipoli;
5. Nestola dott. Cosimo, Nardò
6. Catalano dott Giorgio, Corigliano;
7. Refolo dott. Ugo, Uggiano la Chiesa;
8. Ardito dott. Luigi, Acquarica del Capo;
9. Mogavero dott. Vincenzo, Minervino di Lecce.

I concorrenti Vergari dott. Ugo e Frassanito dott. Luigi, classificati rispettivamente al 2° ed al 7° posto di graduatoria, non vengono dichiarati vincitori di alcuna sede, essendo state le condotte per le quali hanno concorso già assegnate ad altri concorrenti che li precedono in graduatoria.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio annunzi legali della Provincia, e sarà affisso per otto giorni consecutivi nell'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Lecce, addì 27 luglio 1939-XVII

Il Prefetto

(3540)

LONGO LUIGI VITTORIO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.